



FEUILLE DE ROUTE DE LA FAO POUR LE RELÈVEMENT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

La crise qui sévit dans la corne de l'Afrique est la plus grave crise de sécurité alimentaire dans le monde aujourd'hui. Plusieurs régions sont touchées par l'une des pires sécheresses depuis 1950-1951 et les crises alimentaires successives ont créé une situation de famine dans certaines parties (Bakoul et bas Chébéli) du sud de la Somalie. D'autres pays de cette partie du monde connaissent des crises alimentaires aiguës, des crises qui détériorent les moyens d'existence et créent des situations d'urgences humanitaires.

Historiquement vulnérables aux cycles des sécheresses et des inondations, aux conflits, à l'instabilité politique et aux chocs économiques, les populations de la corne de l'Afrique luttent depuis longtemps non seulement pour survivre dans un environnement souvent difficile mais aussi pour assurer la sécurité nutritionnelle et alimentaire de leurs familles et de leurs communautés. De nombreux moyens d'existence font preuve d'une capacité d'adaptation remarquable, mais des événements d'une intensité extrême – comme ceux observés dans certaines régions de la corne de l'Afrique aujourd'hui – peuvent les ébranler, et ainsi créer des crises humanitaires.

Aujourd'hui, près de 12,4 millions de personnes en Somalie, à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya ont besoin d'une aide qui pourra sauver des vies, protéger les moyens d'existence, empêcher une aggravation de la sécurité alimentaire et, de nouveau, renforcer la capacité d'adaptation afin d'atténuer l'impact des crises futures¹.

Des millions d'autres, dans des pays voisins comme l'Ouganda, le Soudan, l'Érythrée et le Soudan du Sud – l'État indépendant le plus récemment créé – sont également confrontés à une situation alimentaire préoccupante qui exige une attention immédiate si on veut empêcher la crise de se propager.

Il est essentiel que les pays et les communautés de la corne de l'Afrique aient la capacité de protéger les moyens d'existence vulnérables tout en renforçant la capacité d'adaptation des ménages touchés et les moyens d'existence, pendant la crise et par la suite. Il est urgent de coupler une intervention humanitaire immédiate et des investissements stratégiques à moyen terme dans la gestion des risques pour promouvoir et sauvegarder les fondements de la sécurité alimentaire aujourd'hui et à l'avenir.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a besoin de 103.7 millions d'USD² pour apporter un soutien immédiat aux populations victimes de la crise. Or une aide généreuse, immédiate et efficace est vitale si l'on veut protéger les

¹ Selon la classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) de la phase 3, 4 ou 5 actuelle ou imminente.

² Compte tenu des contributions récentes, ce total représente une baisse par rapport au déficit de financement de 130 millions d'USD annoncé le 25 juillet lors de la réunion ministérielle d'urgence sur la crise dans la corne de l'Afrique. Le montant total est actualisé quotidiennement.

moyens d'existence et sauver des vies humaines afin d'empêcher la crise de s'étendre aux pays voisins et d'aggraver les menaces qui pèsent sur la sécurité nutritionnelle et alimentaire. Il est important de noter que la FAO intervient efficacement dans les régions les plus touchées par la crise de sécurité alimentaire, notamment en Somalie, alors que d'autres organisations connaissent de grandes difficultés pour y accéder.

Les pages ci-après présentent une synthèse des facteurs qui sont à l'origine de la crise actuelle ainsi que les stratégies d'interventions planifiées de la FAO et les besoins de ressources correspondants. Elles donnent également une vue d'ensemble des programmes de distribution de bons d'achats et de rémunération contre travail, que l'Organisation met actuellement en œuvre pour sauver des vies humaines tout en préservant les modes d'existence. Un aperçu d'une page de la stratégie de la FAO, des initiatives en cours et des besoins de financement actuels est présenté pour chaque pays et pour la coordination régionale. Compte tenu du grand nombre de pays et de populations touchés, la stratégie régionale de la FAO est présentée en premier, suivie d'une explication logique de la crise, depuis son épicerie en Somalie jusqu'aux États voisins que sont l'Éthiopie, le Kenya et Djibouti, dont le port est crucial pour les exportations de bétail. Les programmes importants de la FAO pour le Soudan, le Soudan du Sud et l'Ouganda sont décrits ensuite ainsi que l'intervention actuelle de l'Organisation en Érythrée. Des cadres logiques figurent en annexe. Comme il est important d'apporter un soutien rapide aux agriculteurs et aux éleveurs, le présent document comprend également un calendrier saisonnier simplifié des principaux moyens d'existence agricoles qui existent dans les pays touchés, ainsi que les documents programmatiques détaillés qui ont servi de sources d'informations.

DANGERS, RISQUES ET VULNÉRABILITÉS: UNE SITUATION COMPLEXE

D'octobre à décembre 2010, les pluies ont été absentes et les récoltes correspondantes inexistantes. De mars à mai 2011, les pluies ont été tardives et irrégulières dans de nombreuses parties de la région. Dans certaines régions du nord du Kenya et du sud de la Somalie, les précipitations représentaient moins du tiers de la moyenne enregistrée entre 1995 et 2010. En Somalie, les taux de malnutrition extrêmement élevés observés dans les zones fluviales (par exemple les régions du bas/moyen Chébéli, du moyen Djouba et de Gedo) montrent à quel point la sécheresse a eu un impact direct sur les régions agricoles les plus productives du pays. La sécheresse et l'inflation aggravent les effets d'une sécheresse qui dure depuis plusieurs années dans de nombreuses zones arides et semi-arides du Kenya. Les régions agropastorales et pastorales du sud et du sud-est de l'Éthiopie viennent de connaître deux saisons consécutives au cours desquelles les précipitations ont été très faibles, et de graves pénuries d'eau sont signalées dans le nord-est de la région de l'Afar et certaines parties de la Somalie. L'insuffisance des pluies *belg* dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR) a réduit les disponibilités alimentaires et prolongé une période de soudure déjà difficile. Aucune récolte n'est attendue dans les régions agropastorales du sud et du sud-est du pays à cause des sécheresses.

Dans l'ensemble de la région, les ménages doivent faire face à de mauvaises récoltes et à une mortalité importante du bétail. Le manque d'eau et de pâturages a exercé une pression insoutenable sur les points d'eau et accru le risque d'apparition de foyers épizootiques car des animaux de plus en plus nombreux se concentrent sur des espaces réduits. Il est

essentiel de prendre des mesures pour éviter les foyers épizootiques afin de préserver des marchés d'exportation d'autant plus vitaux qu'ils relient au monde extérieur des populations vulnérables tributaires de l'élevage.

Au cours du premier semestre de 2011, l'accès des populations à la nourriture a diminué dans plusieurs régions principales de la corne de l'Afrique. En effet, les prix des denrées alimentaires ont nettement augmenté sur les marchés locaux depuis la fin de 2010, au point que de nombreuses personnes, parmi les plus démunies, ne peuvent pas satisfaire leurs besoins essentiels. Une combinaison de plusieurs facteurs – faible production vivrière, perturbation des flux de marchandises en provenance des pays voisins et restriction des déplacements – a fait augmenter les prix pendant la soudure, c'est-à-dire au moment où les ménages sont souvent les plus exposés aux pénuries alimentaires.

Cette situation est aggravée par des conflits prolongés qui ont progressivement contraint des millions de personnes à désertir leurs foyers, à abandonner leurs terres, leur bétail et d'autres actifs de production. La sécheresse et la famine qui en résulte dans le sud de la Somalie ont poussé des centaines de milliers de Somaliens à chercher refuge en Éthiopie et au Kenya, où les populations d'accueil étaient déjà elles-mêmes confrontées à une grave crise de sécurité alimentaire. Il s'agit là d'une lourde charge supplémentaire pour une région qui comptait déjà plus de quatre millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1,4 million de réfugiés. Parallèlement, l'insécurité permanente a empêché l'aide humanitaire de se déployer comme prévu, approfondi la crise et obligé toujours plus d'individus à migrer pour chercher secours et protection. Les stratégies de la FAO ont pour priorité d'empêcher d'autres migrations forcées en donnant aux personnes qui pourraient migrer des motifs de rester dans leurs foyers et dans leurs villages, par exemple en leur fournissant des espèces pour couvrir leurs besoins immédiats et en appuyant les systèmes de production pour qu'elles puissent compter à l'avenir sur des récoltes, une production de lait et des ventes de bétail rémunératrices et tirer d'autres revenus de leurs moyens d'existence.

L'insécurité alimentaire devrait rester à des niveaux critiques en septembre, voire se détériorer dans certaines régions à cause des inondations possibles ou d'une nouvelle absence de pluies en octobre/novembre, d'une hausse continue des prix des denrées alimentaires, d'une prolongation du conflit, de mauvaises récoltes en août/septembre et de nouvelles pertes de cheptel. Des récoltes très inférieures à la normale sont déjà prévues dans certaines zones de cultures marginales de la région (Kenya et sud de la Somalie) et les perspectives de récolte dans plusieurs régions d'Éthiopie sont considérées comme très mauvaises.

L'agriculture (c'est-à-dire la production végétale, animale, halieutique et forestière) est une stratégie de survie essentielle dans la corne de l'Afrique. Elle sert en particulier de source principale d'aliments et de revenus pour près de 80 pour cent de la population de la région. S'ils sont aidés rapidement, les agriculteurs pourront semer et planter pour récolter à la saison d'automne et les éleveurs pourront s'employer à maintenir leur bétail en vie, notamment pour profiter de la nette hausse de la demande d'exportations due au pèlerinage annuel des musulmans à La Mecque, qui devrait avoir lieu au début de novembre 2011. La FAO fera tout son possible pour « aider ces personnes à s'aider elles-mêmes » pendant la crise et pour en sortir. Dans l'ensemble de la corne de l'Afrique, la FAO développe des activités qui aident les populations et les administrations locales à améliorer leur capacité à faire face à des chocs comme la sécheresse actuelle et à renforcer

la sécurité alimentaire à long terme. Mais elle a besoin aujourd'hui de ressources financières pour assurer un accès immédiat à la nourriture et aider les ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires au cours des six prochains mois et ultérieurement.

La FAO sollicite des fonds afin d'aider les ménages les plus vulnérables à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan et en Ouganda pour:

- protéger les principaux actifs productifs;
- appuyer les systèmes qui permettent de distribuer des intrants et des équipements agricoles adaptés;
- préserver la santé des animaux en fournissant des médicaments et des vaccins et en formant le personnel chargé de la santé animale (notamment les agents de santé vétérinaire dans les communautés);
- aider les familles vulnérables en leur versant des allocations en espèces et en leur offrant des possibilités de travailler contre une rémunération afin d'atténuer les effets de la flambée des prix;
- prévenir les maladies végétales et animales au moyen d'une surveillance et d'un contrôle;
- renforcer les capacités des agriculteurs à améliorer les systèmes de production animale et les systèmes de culture en zones arides;
- améliorer les pratiques de gestion de l'eau et les capacités des communautés à se préparer aux catastrophes et à y faire face;
- investir dans le relèvement à plus long terme pour reconstituer les moyens d'existence des ménages afin d'améliorer leur capacité d'adaptation.

Ces mesures sont compatibles avec la double approche du Cadre global d'action révisé des Nations Unies, qui vise à répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables tout en renforçant la capacité d'adaptation à plus long terme (approche en deux volets de la sécurité alimentaire), et elles portent sur tous les aspects de la sécurité alimentaire — accès, disponibilité, utilisation et stabilité — en vue d'assurer une réduction durable de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les activités programmatiques décrites dans le présent document se fondent sur les portefeuilles de la FAO qui comptent des projets de développement et de gestion des risques exécutés dans les pays touchés. Ces projets représentent un budget bien supérieur à 300 millions d'USD (sans compter les projets régionaux et mondiaux de plus grande ampleur). Depuis 2000, le Centre d'investissement de la FAO a contribué à l'élaboration de programmes et de projets de développement agricole d'un montant de près de 4 milliards d'USD dans la région touchée. Outre les programmes de la FAO visant à répondre aux besoins immédiats (tels que décrits ici), l'Organisation accélère la mise en œuvre planifiée d'un programme-cadre de réduction des risques multisectoriel et pluriannuel pour la corne de l'Afrique en s'appuyant sur quatre piliers de réduction des risques de catastrophe dans le secteur agricole³. Le but du programme-cadre est de contribuer à réduire la vulnérabilité et à renforcer la capacité d'adaptation des moyens d'existence agricoles aux menaces et aux situations d'urgences pour

³ PILIER 1: RENFORCER L'ENVIRONNEMENT - Renforcement institutionnel et bonne gouvernance pour réduire les risques de catastrophe dans le secteur agricole; PILIER 2: OBSERVER - Informations et systèmes d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les menaces transfrontières; PILIER 3: PRÉPARER – État de préparation à une réaction efficace et au relèvement dans l'agriculture, l'élevage, les pêches et les forêts; PILIER 4: RENFORCER LA RÉSILIENCE - Bonnes pratiques, approches et technologies pour l'atténuation et la prévention dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie. Voir Protecting Agricultural Livelihoods Today for Tomorrow's Food and Nutrition Security: An FAO Framework Programme for Disaster Risk Reduction, FAO, juin 2011.

protéger et renforcer la sécurité nutritionnelle et alimentaire des agriculteurs, pêcheurs, pasteurs nomades, et forestiers.

Des pluies abondantes finiront très vraisemblablement par interrompre cette sécheresse mais elles n'auront pas que des effets bénéfiques. Certes, elles permettront de reconstituer les points d'eau pour le bétail et de remettre en état les sols arides, mais l'apparition des pluies déclenchera également des épizooties dans des populations animales dont l'état physique est dégradé. Elle augmentera également les risques pour les populations humaines d'être contaminées par des vecteurs pathogènes transmis par l'eau et causera des dommages aux infrastructures. Il n'est pas encore trop tard pour prendre des mesures de gestion des risques. Les parasites et les maladies des animaux d'élevage sont particulièrement préoccupants, non seulement parce qu'ils menacent directement les moyens d'existence agropastoraux et pastoraux, mais aussi à cause de leur impact potentiel sur les marchés d'exportation du bétail qui rapportent le plus, notamment le marché des États du Golfe.

Ressources nécessaires à court terme pour une intervention immédiate de la FAO

Les ressources dont la FAO a besoin dans le court terme et les fonds reçus à ce jour sont indiqués ci-après (tableau mis à jour quotidiennement):

http://www.fao.org/emergencies/country_information/list/regional/crisishoa/en/

Les besoins de financement de la FAO sont présentés dans l'Examen à mi-parcours de la procédure d'appel global et des appels humanitaires, lancés le 20 juillet 2011 à Genève et les besoins humanitaires révisés pour la corne de l'Afrique, publiés le 29 juillet 2011. Ces documents soulignent qu'il faut non seulement apporter un soutien immédiat aux populations victimes de la sécheresse pour préserver des vies humaines, mais aussi, compte tenu de l'apparition de sécheresses de plus en plus fréquentes et de plus en plus dévastatrices, contribuer à la réduction des risques de catastrophes et au relèvement afin d'accroître la résilience et de parvenir à un relèvement complet. Dans ce contexte, les efforts de la FAO consisteront donc également à aider les gouvernements de la région à se préparer aux crises touchant le secteur agricole et la sécurité alimentaire et à agir face à ces crises. Cela supposera d'améliorer l'élaboration des politiques au niveau national, d'apporter un soutien coordonné pour résoudre les problèmes régionaux (sécheresse, maladies, organismes nuisibles transnationaux) et de fournir une aide directe aux institutions techniques au niveau local (services de vulgarisation agricole et de médecine vétérinaire).

La FAO et ses partenaires ont les moyens d'être très efficaces. La section suivante présente un récapitulatif des capacités de la FAO dans la région. Ces capacités sont axées sur les problèmes posés par le déploiement d'interventions efficaces et stratégiques permettant d'agir sur les moyens d'existence en période de crise, lors du relèvement, puis dans le cadre d'une politique de développement. Au fil du temps, les interventions d'urgence de ce type sont devenues particulièrement innovantes. Elles sauvent des vies humaines, protègent les moyens d'existence et contribuent à la pratique de l'action humanitaire dans le monde. Dans un contexte de crises touchant les communautés rurales, les innovations, sous l'impulsion des États membres, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, du secteur privé et des universités, ont pris notamment les formes suivantes:

SOUTIEN AUX MOYENS D'EXISTENCE RURAUX

- établissement de liens entre les réseaux communautaires de santé animale et les services vétérinaires privés sous la coordination des pouvoirs publics;
- foires aux semences que les agriculteurs peuvent se procurer en échange de bons ou d'espèces, pour protéger l'offre locale de semences, stimuler les marchés locaux et faciliter l'accès à des semences améliorées;
- soutien d'urgence à la commercialisation de bêtes d'élevage, y compris par la promotion du rôle des femmes dans l'activité économique;
- filets de sécurité faisant appel à des mécanismes de rémunération contre travail et de nourriture contre travail pour soutenir les travailleurs ruraux en temps de crise et, grâce à des filets de sécurité productifs, création de voies permettant de sortir de la pauvreté;
- services d'éducation et de santé à assise communautaire et activités rémunératrices, création de débouchés pour des activités de subsistance rurales non agricoles et remise en état des infrastructures essentielles.

COORDINATION, INFORMATION, ANALYSE ET COMMUNICATION

- systèmes d'alerte rapide et d'analyse s'appuyant sur des modélisations mondiales et nationales, et portant sur tels ou tels moyens d'existence;
- coordination humanitaire, analyse et soutien à des systèmes internationaux, régionaux, nationaux et infranationaux de gestion des crises, y compris le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) et l'équipe spéciale sur le phénomène La Niña;
- cartographie de l'économie des ménages et des moyens d'existence et établissement de profils de risques;
- définition et application de directives et de normes de secours d'urgence pour le bétail.

GESTION DES RISQUES

- adaptation du Cadre d'action de Hyogo aux politiques nationales de gestion des risques de catastrophe et aux pratiques de gestion à assise communautaire;
- mesures communautaires d'atténuation des conflits fondées sur des stratégies de gestion des ressources naturelles pour les points d'eau et les parcours pastoraux.

CAPACITÉS DE LA FAO À DÉPLOYER SES OPÉRATIONS À GRANDE ÉCHELLE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Forte d'un réseau de 11 bureaux implantés aux niveaux de l'antenne locale, de la capitale et de la région, la FAO dispose sur place de capacités importantes. Ses bureaux comptent plus de 600 personnes qui prêtent leur concours à des projets de plus en plus nombreux visant à répondre aux besoins immédiats. À moyen et à plus long terme, la FAO fournit un appui aux moyens d'existence dans le cadre général de la gestion des risques de catastrophes, sachant que les programmes en cours, qui visent près de 2,5 millions de ménages dans les pays touchés, se poursuivent en parallèle. La FAO avait prévu la situation actuelle dès novembre 2010 aux niveaux régional (par l'intermédiaire du groupe FSNWG) et national (voir, par exemple, la feuille de route concernant la sécheresse en Somalie) et avait réagi en

conséquence en accélérant son partenariat avec l’Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). La stratégie de la FAO pour accroître son aide était fondée sur ces informations. Elle est désormais appliquée car les ressources mises à disposition le permettent.

Les équipes de pays de la FAO, composées de personnel opérationnel et technique, sont déjà en place dans l’ensemble de la région et renforcées le cas échéant pour répondre aux besoins identifiés sur le terrain. Au niveau du pays, les unités ou équipes de coordination des opérations d’urgence et de relèvement sont bien implantées et intégrées dans les représentations de la FAO en Éthiopie, à Djibouti, en Somalie, au Kenya, au Soudan, au Soudan du Sud, en Ouganda et en Érythrée.

<p>Équipes d’urgence dans les pays (8 pays): 7 unités de coordination des opérations d’urgence et de relèvement 1 équipe d’urgence TOTAL: 613 273 fonctionnaires du cadre organique 340 fonctionnaires d’appui 68 fonctionnaires recrutés sur le plan international 545 fonctionnaires recrutés sur le plan national</p>	<p>Équipe régionale de la Division des opérations d’urgence et de la réhabilitation (TCE): Bureau sous-régional pour les situations d’urgence Bureau régional du Centre d’urgence des maladies transfrontières (ECTAD) TOTAL: 29 21 fonctionnaires du cadre organique 8 fonctionnaires d’appui 13 fonctionnaires recrutés sur le plan international 16 fonctionnaires recrutés sur le plan national</p>
--	---

Ces unités de coordination des opérations d’urgence comptent des fonctionnaires techniques et opérationnels spécialisés dans les situations d’urgence. Elles interviennent dans les principaux domaines de compétence de la FAO parmi lesquels l’élevage, la production végétale, les ressources naturelles, la sécurité alimentaire, la nutrition, ainsi que dans des domaines intersectoriels comme le VIH, le sida, le suivi, l’évaluation et la communication. Ces unités sont chargées de la planification, de la programmation, de l’exécution, du suivi dans les pays ainsi que de l’établissement de rapports sur les activités d’intervention. Intégrées étroitement aux représentations de la FAO, elles élaborent des plans d’actions stratégiques qui viennent à l’appui des cadres de planification nationaux et sont conformes aux plans stratégiques des gouvernements qui s’inscrivent dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l’aide au développement (PNUAD). Elles gèrent des programmes qui ont pour but d’accroître l’offre d’intrants agricoles, d’en faciliter la distribution, de fournir une assistance technique, d’appuyer les mécanismes de coordination tout en parvenant à un consensus entre les acteurs humanitaires sur les questions de nutrition et de sécurité alimentaire et en renforçant les capacités des partenaires et des pays en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophes.

Au niveau sous-régional, le rôle du Bureau sous-régional des opérations d’urgence pour l’Afrique centrale et orientale est d’intervenir en urgence en fournissant un appui, une coordination et une assistance technique. Le bureau préside le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN WG), qui sert de relais technique à l’équipe régionale de partenariat humanitaire. Le Bureau régional du Centre d’urgence des maladies

transfrontières (ECTAD) apporte son concours aux interventions prévues. Le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique orientale (SFE), implanté en Éthiopie, supervise l'assistance technique en faisant appel à des services techniques décentralisés ayant des capacités dans les domaines de l'élevage, de la production vivrière, des forêts et des pêches et en tirant parti de ses relations étroites avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine.

Au siège de la FAO, à Rome, une équipe spécialisée de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCE) coopère avec les divisions techniques de l'Organisation pour assurer la viabilité technique et l'adéquation des stratégies programmatiques concernant les situations d'urgence et le relèvement. Compte tenu de l'ampleur de la crise actuelle, toute l'Organisation a été mobilisée pour prendre en charge un volume accru d'activités essentielles comme les achats et la fourniture d'intrants. Les équipes du Siège de la FAO renforcent les structures nationales et régionales pour la planification, l'élaboration de stratégies programmatiques et le suivi et le soutien des opérations. Elles contribuent également aux activités de plaidoyer à haut niveau et de mobilisation des ressources sur le plan mondial.

Les fonctions principales du personnel de la FAO sont axées sur les mécanismes de coordination et les capacités des pôles spécialisés aux niveaux national et régional. Notamment les mécanismes de coordination que la FAO dirige ou codirige, tels que le Groupe de travail pour la nutrition et la sécurité alimentaire (Djibouti); l'Équipe spéciale chargée de l'élevage et l'agriculture (Éthiopie); le Groupe de travail sur l'élevage et l'agriculture (qui relève du Groupe de pilotage sur la sécurité alimentaire (Kenya)); le Groupe sur les moyens d'existence, l'agriculture et la sécurité alimentaire (Ouganda); le Pôle sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire (Soudan du Sud); le Pôle sur les moyens d'existence et l'agriculture (Somalie); et, au niveau régional, le FSNWG à Nairobi. Le Pôle de la sécurité alimentaire mondiale fournit, sur demande, un appui au niveau mondial en établissant des liens stratégiques avec d'autres pôles (santé, nutrition et WASH en particulier) ainsi qu'au niveau national pour mettre sur le terrain des capacités supplémentaires dans les domaines de la coordination et de la gestion de l'information.

Partenariats déjà en place: la FAO collabore avec de nombreuses ONG nationales et internationales, des organismes des Nations Unies et des partenaires gouvernementaux pour soutenir la mise en œuvre du programme proposé. Elle envisage de collaborer avec de nouveaux partenaires d'exécution pour élargir ses activités.

Procédures d'achat et de passation de marchés: reflétant la délégation accrue de pouvoirs mise en place par la FAO aux niveaux national et régional, elles permettent à l'Organisation de réagir rapidement et de passer des marchés pour des transactions à fort volume et à valeur élevée dans une courte période de temps.

Capacités d'action immédiate: la FAO, tirant parti de sa liste d'agents et de consultants techniques et de la capacité opérationnelle de TCE et de son réseau de partenaires permanents (Conseil norvégien pour les réfugiés, CANADEM, iMMAP), fournira, selon les besoins, des compétences techniques expérimentées et spécialisées supplémentaires aux équipes sous-régionales et nationales.

ENSEMBLE DE LA RÉGION

- **Besoins du programme de la FAO: 1,9 million d'USD**
- Besoins prioritaires: Coordination régionale (FSNWG et antennes); Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC); appui des politiques à la gestion des catastrophes et aux liens avec des organismes de développement et humanitaires, dont des organismes intergouvernementaux régionaux.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

Dans le cadre du Groupe de travail régional sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG), le Bureau sous-régional des opérations d'urgence pour l'Afrique centrale et orientale, en collaboration étroite avec le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique orientale, a appuyé la coordination des alertes rapides (comme les cinq alertes diffusées depuis novembre 2010 concernant *La Niña*), de l'analyse des situations et des réponses ainsi que le partage des meilleures pratiques avec les parties prenantes et les gouvernements.

La FAO coordonne les interventions liées à la sécheresse et visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire aux niveaux communautaire, national et régional, en partenariat avec des institutions gouvernementales, des organes régionaux, des ONG et d'autres organisations de l'ONU.

Activités principales: co-présider, avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le FSNWG, la coordination des activités liées à la gestion des risques de sécheresse; aider les populations agropastorales; faciliter le déploiement de l'outil IPC au niveau du pays; atténuer l'impact des maladies du manioc par une approche régionale et promouvoir les approches de type « écoles pratiques d'agriculture/sida » et « genre/VIH+ ».

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Le déficit de financement actuel de la FAO s'élève à 1 200 000 USD. Le programme régional de la FAO, dont le budget total est de 1,9 million d'USD sur une période d'un an, poursuit les objectifs suivants:

- appuyer le FSNWG régional, d'autres plateformes aux niveaux national et régional, ainsi que le Groupe de travail sur *La Niña*, qui ont joué un rôle vital en attirant l'attention sur la crise alimentaire qui frappe actuellement la corne de l'Afrique, en assurant son suivi, en élaborant et en pilotant des interventions cohérentes contre la sécheresse;
- faciliter et appuyer l'identification, le classement par rang de priorité, le plaidoyer et la diffusion de directives et d'orientation intersectorielles régionales;
- améliorer, appuyer et développer l'outil IPC;
- améliorer sa coordination avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'IGAD et l'Union africaine pour renforcer les interventions humanitaires, et avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) pour une gestion des risques à plus long terme;
- s'assurer que les activités de coordination régionale sont conduites conformément au Plan d'action pour la corne de l'Afrique du Comité permanent interorganisations, qui préconise de renforcer davantage les processus déterminés par les pays qui visent à lutter contre la faim chronique et la malnutrition, d'accroître la résilience des moyens d'existence vulnérables et de déployer l'aide d'une manière rapide, appropriée et efficace lors des crises aiguës;
- promouvoir des bonnes pratiques et des normes relatives à l'action humanitaire dans tous les pays touchés.

SOMALIE

FAITS MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 70 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: accès amélioré aux semences, aux outils et à l'assistance technique pour les plantations et semis d'octobre à la mi-novembre; fourniture d'aliments pour animaux; vaccination et traitement des animaux d'élevage; interventions de type « rémunération contre travail » pour créer des possibilités de revenus et améliorer les infrastructures de production, les routes et les dispositifs de captage de l'eau.

Le 20 juillet 2011, l'ONU a déclaré l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie. L'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la Somalie, qui est un projet de la FAO, a déclaré l'état de famine dans les régions de Bakoul et du bas Chébéli, et averti que la famine pourrait se répandre. En prenant en compte les autres crises alimentaires dans le reste du pays, le nombre de Somaliens qui ont besoin d'une aide humanitaire est de 3,7 millions. Une intervention immédiate est en préparation, mais la FAO a un besoin urgent de ressources supplémentaires pour accroître l'efficacité des programmes, sachant que la fenêtre d'opportunité est limitée.

L'absence totale de pluies pendant la saison *deyr* (octobre-décembre 2010) et leur irrégularité pendant la saison *gu* (avril-juin 2011) ont eu des conséquences graves: mauvaises récoltes, réduction du besoin de main-d'œuvre, mauvaises conditions d'élevage et mortalité animale excessive. La diminution des quantités de céréales disponibles et les restrictions au commerce ont déclenché une hausse des prix des céréales locales très supérieure à la moyenne, surtout dans le sud, ce qui a entraîné une détérioration brutale des termes de l'échange élevage-céréales/salaires-céréales et réduit nettement le pouvoir d'achat dans toutes les zones où se trouvent des moyens d'existence. L'appauvrissement des pâturages, l'épuisement des stocks d'alimentation animale et le tarissement des ressources en eau ont causé des dégâts considérables dans les troupeaux et contraints de nombreux éleveurs à vendre leur bétail à des prix inférieurs aux prix de marché acceptables. Les ménages pauvres (30 pour cent du total) ne peuvent pas satisfaire leurs besoins vitaux. Les mouvements de populations à grande échelle et les restrictions imposées à l'aide alimentaire ont aggravé la situation.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

Les priorités des programmes de la FAO en cours d'exécution sont de: remettre en état les infrastructures d'irrigation et les routes; fournir des intrants aux agriculteurs; favoriser la multiplication et la distribution de semences de qualité; améliorer les pratiques agricoles et les techniques de stockage; renforcer la surveillance, le traitement et le contrôle des maladies animales; mettre en œuvre des programmes de rémunération contre un travail; et développer des systèmes d'information pour la sécurité alimentaire, la nutrition, la gestion des eaux et des terres.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Les interventions de la FAO ont été efficaces, même dans des régions où d'autres organisations connaissent des problèmes d'accès. Le déficit de financement actuel de la FAO s'élève à 42,5 millions d'USD. Le programme de la FAO, dont le budget total est de 70 millions d'USD, durera jusqu'à la fin de décembre. Il répondra aux besoins immédiats de 150 000 ménages touchés par la crise dans le sud de la Somalie et augmentera la disponibilité et la distribution de denrées alimentaires à moyen terme. Les bénéficiaires sont des agriculteurs et des éleveurs qui ont perdu leurs récoltes et leur cheptel à cause de la sécheresse, c'est-à-dire des actifs qui jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire des ménages, ainsi que des familles qui ont besoin d'espèces pour acheter des denrées alimentaires et des intrants. Cette stratégie a pour but d'empêcher d'autres mouvements de populations et de donner aux individus des motifs de rester dans leurs communautés. Les activités de la FAO consistent à:

- restaurer la production vivrière en aidant 125 000 ménages à acquérir des intrants agricoles au moment des plantations et des semis;
- protéger les moyens d'existence restants des petits éleveurs vulnérables en fournissant des aliments pour animaux afin d'éviter que les bêtes ne meurent d'inanition et que les éleveurs ne procèdent à des ventes forcées de leur bétail; traiter et vacciner d'urgence quatre millions d'animaux; assurer une surveillance des maladies et intervenir rapidement pour prévenir les maladies dues à la sécheresse; et protéger les exportations des pays de la corne de l'Afrique, en particulier vers les États du Golfe;
- mettre de l'argent à la disposition de 145 000 ménages vulnérables afin qu'ils puissent acheter des denrées alimentaires grâce à des activités « rémunération contre travail », et contribuer à améliorer la résilience des moyens d'existence en remettant en état les infrastructures de production.

KENYA

FAITS
MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 27,2 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: réduction des troupeaux; transport d'eau par camions vers les zones de pâturage; surveillance des épizooties; activités « bons d'achat contre travail »; collecte de l'eau; irrigation à petite échelle; et accès accru à des intrants de qualité pour planter et semer au moment des pluies brèves d'octobre.

Les longues pluies de 2011 ont arrosé irrégulièrement les terres arides et semi-arides. Dans la plupart des pâturages et les basses terres de cultures, les pluies ont été absentes ou insuffisantes pour la deuxième ou troisième saison consécutive. De nombreuses régions ont reçu de 10 à 50 pour cent des pluies normales. Les régions les plus touchées par l'absence de pluies sont notamment les districts pastoraux de l'est et du nord, en particulier Wajir, Marsabit, Isiolo, le nord de Garissa, le nord de la rivière Tana et Mandera ainsi que les districts marginaux du sud-est comme Kitui, Makueni, Mwingi et Tharaka. Les résultats de l'évaluation à mi-saison des longues pluies, conduite par le Groupe directeur sur la sécurité alimentaire au Kenya (KFSSG), ont montré que les régions agricoles marginales, agropastorales et pastorales du Kenya étaient dans un état de crise dû à trois, voire quatre, mauvaises saisons des pluies successives et que la situation s'aggraverait lors de la saison sèche.

Le Kenya, qui se relève encore d'une grave sécheresse en 2009, doit faire face aujourd'hui à une autre sécheresse dévastatrice qui touche de nombreuses régions de la corne de l'Afrique. On estime qu'il faut cinq ans pour reconstituer des moyens d'existence détruits par une sécheresse de grande ampleur. Ceux qui sont actuellement touchés par ce fléau sont donc extrêmement vulnérables et incapables de s'adapter à la crise qui sévit. Les pluies tardives et irrégulières de 2011 ont appauvri les pâturages et compromis la production vivrière dans les basses terres du littoral et du sud-est. L'état physique des animaux d'élevage s'est dégradé et la productivité a diminué. Les récoltes de juillet 2011 ont été exceptionnellement mauvaises, voire nulles dans de nombreuses régions. Dans les principales régions agricoles (Nyanza, vallée du Rift et provinces occidentales), la prochaine récolte de cette année devrait être favorable à condition que les pluies actuelles continuent jusqu'en septembre.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

1. Activités de préparation: production de fourrage; appui à la gestion des structures de collecte d'eau; renforcement des capacités nationales d'intervention en cas de crises concernant l'élevage au moyen de la formation du personnel du gouvernement, des ONG et des donateurs; amélioration de l'accès aux marchés de l'élevage; amélioration de l'hygiène et de la commercialisation du lait; et surveillance des épizooties et interventions pour les maîtriser.
2. Interventions d'urgence: réduction du cheptel; activités d'urgence pour la santé animale; fourniture d'aliments et d'eau pour le bétail; exécution de programmes « rémunération contre travail » pour la conservation de l'eau et du sol; apports de bétail (grâce à un système de prêts); distribution de semences et d'engrais pour la production vivrière.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Le déficit de financement actuel de la FAO est de 21,1 millions d'USD et correspond aux révisions apportées aux documents relatifs aux besoins humanitaires. Le programme de la FAO, dont le budget total est de 27,2 millions d'USD sur une période d'un an, met l'accent sur la reconstitution des moyens d'existence des populations et des ménages résidents touchés par la sécheresse dans les régions qui hébergent des réfugiés somaliens, les priorités étant définies comme suit:

1. Appui à l'élevage: réduction du cheptel (vente de bêtes ou consommation); réduction du cheptel par abattage si nécessaire; transport d'eau en saison sèche vers les régions de pâturage; surveillance des maladies du bétail dans les zones de sécheresse; et activités en matière de santé animale comme l'administration de vermifuges et l'injection de produits multivitaminés afin d'améliorer l'immunité et renforcer la capacité d'adaptation des animaux.
2. Appui à la production vivrière: mise en œuvre d'activités « bons d'achat/rémunération/nourriture contre travail » visant à répondre aux besoins immédiats et améliorer la capacité d'adaptation des communautés; appui à la collecte de l'eau et à la conservation de l'eau et du sol; promotion de l'irrigation à petite échelle par l'intermédiaire des écoles pratiques d'agriculture; distribution d'intrants agricoles à utiliser pendant les pluies brèves d'octobre à novembre.

ÉTHIOPIE

FAITS MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 12,5 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: réduction du cheptel par vente; fourniture de soins de santé animale; remise en état de points d'eau pour le bétail; mise en place de stocks de semences avant la prochaine saison des pluies; et augmentation des revenus des ménages.

En Éthiopie, en raison du phénomène climatique *La Niña*, la situation de la sécurité alimentaire s'est dégradée pendant plusieurs saisons consécutives dans les régions touchées par la sécheresse ainsi que dans les régions de production (*belg* et *sugum*). Dans l'ensemble, les pluies *belg* (de mi-février à mai) et *gu/ganna/sugum* (de mars à mai) ont été très insuffisantes, tardives et irrégulières, et entrecoupées de longues périodes de sécheresse; aucune récolte n'est prévue pour les régions agropastorales du sud et du sud-est de l'Éthiopie.

Des conditions climatiques défavorables ont perturbé les plantations, limité les superficies plantées et dégradé les cultures *belg* et les cultures *meher* à cycle long, notamment celles du maïs et du sorgho. Des conditions pluviométriques tardives et irrégulières ont contraint certains agriculteurs à replanter. Au premier semestre de 2011, dans le sud et le sud-est du pays, la pénurie de pâturages a affaibli l'état physique du bétail, réduit la productivité de l'élevage et accru la mortalité animale. Certaines pluies ont contribué à la régénération des pâturages et à la reconstitution des sources en eau mais leur impact sur la production animale a été limité et la disponibilité de lait pour la consommation ou la vente a été minimale ou inexistante.

L'insécurité alimentaire est aggravée par les faiblesses des systèmes de distribution des semences qui ne permettent pas de fournir les quantités de semences agricoles adéquates dans les régions touchées par la crise. Les pénuries d'eau et d'aliments pour animaux ainsi que la migration inhabituelle du bétail et la concentration plus élevée d'animaux autour des points d'eau ont accru les risques de voir apparaître des foyers épzootiques dans les régions pastorales et agropastorales.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

Le programme actuel de la FAO en matière de gestion des risques met la priorité sur le soutien des moyens d'existence des populations qui dépendent de l'élevage et des cultures vivrières, notamment:

- l'agriculture: matériel de plantation pour les cultures sarclées (racines et tubercules) et multiplication des variétés améliorées;
- l'élevage: réduction du cheptel par abattage; fourniture rapide d'aliments pour animaux; appui à la production de fourrage dans les communautés; renforcement des capacités des réseaux d'agent de santé vétérinaire.

La FAO apporte son concours à la mise en place d'un environnement propice à une gestion de grande qualité et coordonnée des risques de catastrophes, qui comprend notamment la planification des imprévus liés aux inondations pouvant apparaître après les périodes de sécheresse ainsi que le suivi des interventions de lutte contre la sécheresse. La FAO copréside le groupe de travail sur l'agriculture piloté par le gouvernement.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO

Le déficit actuel de la FAO est de 10,3 millions d'USD. Le programme de la FAO, dont le budget total est de 12,5 millions d'USD sur une période initiale de neuf mois, propose une combinaison équilibrée d'activités de relèvement immédiates et à court terme qui sont mises en œuvre en deux phases:

Pendant la phase d'urgence (de juillet à novembre 2011), le cheptel principal sera protégé par les moyens suivants: abattage, fourniture d'aliments pour le bétail et activités liées aux soins de santé animale. La FAO encouragera les activités de type « rémunération contre travail » pour préserver le pouvoir d'achat des ménages menacé par la hausse des prix des céréales. Les activités d'appui porteront sur le développement des cultures de racines et de tubercules (cultures sarclées) et de légumes à croissance rapide, nutritives et à haut rendement qui puissent être pratiquées par les femmes, les personnes âgées et les enfants dans le potager familial. Pendant la phase de relèvement (à partir de décembre 2011), la FAO déploiera des activités pour reconstituer les troupeaux et permettre aux agriculteurs d'accroître leur production en encourageant la mise en place d'un système de soins de santé animale performant qui mette en avant la vaccination du bétail et la fourniture de soins de santé animale à l'échelon local. En outre, une gestion renforcée des parcours est indispensable pour mettre un terme à la dégradation des pâturages et augmenter leur disponibilité et leur qualité. Le cas échéant, la FAO aidera les pasteurs nomades les plus pauvres qui souhaitent se reconvertir dans une autre activité pour se procurer d'autres sources de revenus. Dans les zones agricoles, la distribution d'urgence de semences (céréales et légumes) et l'appui à la diversification des cultures par la distribution de racines et tubercules xérophiles doivent être encouragés.

Consulter le cadre logique du programme en annexe pour de plus amples détails.

DJIBOUTI

FAITS MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 6,5 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: aliments pour animaux; soutien vétérinaire; accès à l'eau potable (pour les animaux et les humains); remise en état des installations de captage de l'eau souterraine; irrigation à petite échelle.

Deux mauvaises saisons consécutives (*heys/dada* 2010-2011 et *diraac/sougum* 2011) ont touché les régions frontalières du nord-est et du sud-est. Ce phénomène et une inflation des prix des produits de base ont augmenté considérablement le nombre de personnes et de ménages exposés à l'insécurité alimentaire à Djibouti. Avec un pouvoir d'achat moyen de 0,68 USD par personne et par jour, les revenus des ménages sont particulièrement érodés, en raison notamment de l'augmentation du prix de la farine, qui s'aligne sur les tendances haussières des prix internationaux.

Les communautés rurales de Djibouti sont principalement tributaires des systèmes d'élevage, notamment la production de lait et de viande d'ovins, qui constituent leur source principale de nourriture et de revenus. Ces ménages pastoraux luttent pour protéger leurs moyens d'existence malgré le manque d'eau, de fourrage et de revenus, mais des poches de malnutrition ont été détectées et la migration des régions rurales vers les villes s'intensifie. La situation pourrait s'aggraver car la disponibilité et la distribution de denrées alimentaires sont menacées par la malnutrition, la morbidité et la mortalité animales et une production laitière (surtout bovine) limitée.

Le port de Djibouti joue un rôle crucial dans la protection des exportations d'animaux d'élevage en provenance de Djibouti, d'Éthiopie et de Somalie. La surveillance des épizooties, les services vétérinaires et les vaccinations permettent de protéger les pasteurs nomades dans l'ensemble de la corne de l'Afrique contre les foyers infectieux qui pourraient menacer les exportations de bétail. Les interdictions imposées par le passé ont contribué d'une manière importante à l'effondrement des revenus des pasteurs nomades, et ont aggravé les urgences humanitaires.

Programme de secours d'urgence et relèvement en cours:

La FAO aide actuellement 23 000 ménages en améliorant l'irrigation à petite échelle et en fournissant des semences de plantes fourragères tolérantes à la salinité et à la sécheresse; en organisant des formations intensives à l'agriculture en milieux arides adaptée aux conditions locales; en remettant en état des installations de captage des eaux souterraines; en mettant sur pied des campagnes de vaccination, en assurant la protection du cheptel de base et en encourageant les activités permettant d'obtenir d'autres sources de revenus.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Le déficit de financement actuel de la FAO est de 4,1 millions d'USD. Le programme de la FAO, dont le budget total est de 6,5 millions d'USD sur une période de douze mois, contribuera aux interventions immédiates dans les régions pastorales touchées par la sécheresse afin de sauver des vies humaines et de protéger les moyens d'existence de 146 000 personnes. L'assistance portera essentiellement sur les activités vétérinaires et la vaccination, l'amélioration de l'accès aux points d'eau, la remise en état des installations de captage de l'eau souterraine et l'amélioration de l'irrigation rurale de petite dimension pour la production de fourrage. Elle comprend quatre volets:

1. Production agricole: construction d'installations domestiques pour le stockage du fourrage; production supplémentaire d'aliments pour le bétail; promotion de l'aviculture (en particulier pour les femmes); fourniture d'installations d'irrigation à petite échelle pour diversifier les cultures; relance de la production à petite échelle pour le fourrage et l'alimentation.
2. Augmentation de la quantité d'eau et de sa qualité grâce à la remise en état de points d'eau, notamment les installations de captage de l'eau de surface et les citernes souterraines, et mise au point de stratégies nouvelles pour l'approvisionnement en eau, avec la création de barrages souterrains.
3. Renforcement de l'utilisation de l'IPC dans le contexte de la gestion des risques de catastrophe, notamment le suivi des prix des denrées alimentaires; la collecte et l'analyse des informations relatives aux points d'eau; la cartographie (et l'analyse) des mouvements du bétail; l'émission d'alertes basées sur les indicateurs de l'IPC.
4. Maintien du cheptel et protection des voies d'exportation grâce à l'appui fourni aux campagnes vétérinaires et à la fourniture d'intrants vétérinaires pour protéger la santé animale et prévenir la propagation des maladies, et amélioration des capacités des cliniques vétérinaires régionales à poser un diagnostic.

SOUDAN

FAITS MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 21 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: fournir des intrants pour la production animale et végétale aux populations déplacées et rapatriées dans le Sud-Kordofan, l'Abyei, le Darfour et les trois régions de transition; renforcer les systèmes de planification préalable et les dispositifs d'intervention pour faire face aux crises; remettre en état et protéger l'environnement; coordonner les interventions touchant à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence.

La situation dans le Sud-Kordofan reste tendue et alarmante depuis l'explosion de violence du début juin. Le conflit a contraint les populations locales à fuir et à abandonner leurs foyers et moyens d'existence. Il a également bloqué les flux de produits vers les marchés et perturbé les opérations humanitaires. Cette violence, qui a accru la sécurité alimentaire des populations vulnérables, a eu un impact d'autant plus fort qu'elle est survenue i) à un moment crucial de la saison agricole, lorsque les plantations sont effectuées pour répondre aux besoins alimentaires annuels des ménages; ii) lors de la soudure, lorsque les stocks alimentaires des ménages sont bas et que l'assistance humanitaire est exceptionnellement importante.

La crise permanente dans l'Abyei aggrave une situation fragile en matière de sécurité alimentaire, notamment dans la région d'Agok et du comté de Twic dans l'État de Warrap. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est due à un ensemble de facteurs négatifs qui coïncident avec le début de la saison agricole, période à laquelle les produits de base ne parviennent pas aux principaux marchés à cause des blocages des voies d'accès. La sécurité alimentaire est gravement menacée par les déplacements de la population et la perte concomitante des moyens d'existence (y compris la destruction et l'abandon des stocks alimentaires), l'accès limité aux zones de pâturage et de culture et le grand nombre de rapatriés et de communautés de résidents vulnérables. La situation empirera vraisemblablement lorsque les pluies rendront les principales voies d'accès inaccessibles et réduiront de ce fait la disponibilité alimentaire.

Le Grand Darfour continue d'être une région caractérisée par l'insécurité et l'instabilité et où le conflit entre des groupes armés réduit l'éventail des moyens d'existence possibles. Les personnes déplacées dans des camps et les ménages résidents doivent faire face à une réduction importante de leurs moyens d'existence. Des stratégies d'adaptation non viables ont été adoptées (comme l'abattage d'arbres pour produire du bois de feu et du charbon de bois) et elles constituent une grave menace pour une base de ressources naturelles déjà très appauvries. En conséquence, de nombreux ménages sont victimes d'insécurité alimentaire, les niveaux de malnutrition sont élevés, les niveaux de production alimentaire sont faibles, les régimes alimentaires sont assez peu diversifiés et l'accès aux services vétérinaires est réduit.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

1. Activités d'urgence: distribution de semences de grandes cultures et de légumes ainsi que des outils agricoles; promotion des pratiques agricoles améliorées; préservation des moyens d'existence des éleveurs et des pêcheurs; promotion de la gestion durable des ressources naturelles; et coordination des activités conduites dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.
2. Activités de relèvement et de développement: appui au renforcement des capacités institutionnelles et des moyens d'existence durables pour la sécurité alimentaire à long terme.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

La FAO a besoin de 21 millions d'USD pour financer les interventions suivantes:

1. Production végétale: distribution accrue de semences de grandes cultures et de légumes, d'outils agricoles à traction animale notamment; promotion de la production locale de semences; et formation aux pratiques culturales améliorées;
2. Production animale et halieutique: amélioration de la surveillance des maladies animales; campagnes de vaccination; formation des agents communautaires de santé animale et création de centres vétérinaires communautaires; distribution accrue de matériels de pêche, construction de bateaux et tressage de filets de pêche; formation à des pratiques halieutiques durables;
3. Gestion durable des ressources: création de pépinières; promotion de la construction et de l'utilisation de fourneaux économes en combustibles; création de banques de fourrage; mise sur pied de mécanismes communautaires de négociation et de médiation dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'utilisation des terres.
4. Coordination des activités conduites dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.

SOUDAN DU SUD

FAITS MARQUANTS

- **Besoins du programme de la FAO: 15,8 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: amélioration des pratiques de production; élargissement des superficies de production; renforcement des capacités de production locale de semences; prévention des conflits pour les ressources naturelles; fourniture d'intrants agricoles pour la production animale et agricole; renforcement des politiques et des institutions locales et nationales en matière de sécurité alimentaire.

L'impact que peuvent avoir la sécheresse, le conflit et les crises alimentaires dans certaines régions de la corne de l'Afrique est préoccupant car il pourrait aggraver la sécurité alimentaire et dégrader les moyens d'existence, déjà fragiles, des populations du Soudan du Sud, le plus récent État d'Afrique. Depuis dix ans, près de deux millions de personnes ont été victimes d'insécurité alimentaire et les taux de malnutrition aiguë globale sont toujours supérieurs aux taux d'urgence. L'insécurité alimentaire qui règne actuellement au Soudan du Sud est due en grande partie à une combinaison de facteurs comme le conflit, le déplacement des populations, les faibles niveaux de production alimentaire et la hausse des prix des denrées alimentaires.

La corne de l'Afrique et le Soudan du Sud ont des saisons agricoles qui diffèrent. En effet, celles du Soudan du Sud durent d'avril-mai à décembre-janvier tandis que celles de la corne s'échelonnent de mars à mai. Bien qu'il n'y ait pas de corrélation directe entre la sécheresse dans la corne de l'Afrique et la saison des pluies au Soudan du Sud, l'actuelle progression des pluies observée dans celui-ci est très préoccupante. Les pluies ont été irrégulières et des vagues de sécheresse prolongées ont été signalées, en particulier dans les États de l'Equatoria oriental, du Jonglei, des lacs, du Bahr el-Ghazal et du Warrap. Au cours des deux derniers mois, la situation pluviométrique a été de plus en plus médiocre et un flétrissement grave des cultures a été signalé. Ces mauvaises conditions réduiront nettement la quantité de produits alimentaires produite cette année et dégradera les pâturages.

Si le régime actuel des précipitations continue ainsi, la production des principaux produits de base (le maïs et le sorgho) en subira les conséquences négatives et la menace d'insécurité alimentaire s'aggravera. Les pâturages resteront appauvris et les éleveurs seront contraints de migrer avec leurs troupeaux à la recherche de zones de pâturage. Des conflits de ressources pourraient éclater ainsi que des vols de bétail.

Les effets de la sécheresse dans la corne de l'Afrique seront très probablement ressentis le long des régions frontalières du Jonglei sous la forme d'une réduction des flux de produits vers l'Éthiopie. Les prix des denrées alimentaires restent élevés et la disponibilité des aliments de base sur les marchés est très insuffisante et préoccupante. Cette situation amoindrit gravement la capacité d'adaptation des populations et épuise les stratégies d'adaptation des ménages les plus vulnérables. Elle préfigure peut-être une lente évolution vers un début de crise humanitaire. Des mesures doivent être adoptées immédiatement pour renforcer la capacité d'adaptation des ménages, protéger leurs actifs productifs et réduire leur degré de dépendance à l'égard de l'aide d'urgence.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

La FAO augmente la distribution d'intrants agricoles aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux rapatriés, encourage la production locale de semences, améliore la nutrition et les revenus des ménages, réduit les importations alimentaires, assure la disponibilité locale de semences de qualité et coordonne le module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Le déficit de financement de la FAO est de 12,1 millions d'USD. Le programme de la FAO, dont le budget est de 15,8 millions d'USD, a pour but d'aider les populations les plus vulnérables par les activités suivantes:

1. apporter un soutien aux moyens d'existence des personnes déplacées, des rapatriés et des ménages dirigés par les femmes en distribuant des semences et de l'outillage manuel, en encourageant la production de semences locales et celle de légumes, principalement pour la saison sèche;
2. prévenir les foyers de maladies animales et encourager la production d'autres aliments en fournissant du matériel de pêche, en traitant le bétail contre les maladies les plus fréquentes (theilériose bovine, charbon, fièvre aphteuse, péripneumonie contagieuse des bovins, etc.) et en remettant en état les équipements de la chaîne du froid.
3. améliorer la coordination du module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence par l'intermédiaire d'une évaluation, d'une planification et d'une programmation coordonnées de la sécurité alimentaire.

UGANDA

FAITS MARQUANTS

- **Besoins de financement supplémentaire de la FAO: 6 millions d'USD**
- Besoins prioritaires: vaccins et médicaments vétérinaires; équipements de la chaîne du froid; services de diagnostic et de laboratoires améliorés; soutien aux services vétérinaires de terrain.

Dans l'ensemble, de nombreuses régions de l'Ouganda sont en situation de sécurité alimentaire car la production globale de céréales a été bonne en 2010 et les prévisions sont favorables en 2011 dans la plus grande partie du pays. Des poches d'insécurité alimentaire chronique existent, notamment dans le nord de l'Ouganda. Les principales menaces pour la sécurité alimentaire sont les foyers épidémiques (notamment la pleuropneumonie contagieuse des bovins et la fièvre aphteuse), les maladies transfrontalières des cultures de base (manioc et banane), les catastrophes naturelles et les problèmes que posent constamment la reconstitution des moyens d'existence après un conflit. Près de 600 000 personnes sont victimes d'une insécurité alimentaire modérée, principalement dans les sous-régions de Karamoja et d'Acholi, un chiffre qui pourrait augmenter en fonction des pluies et d'autres facteurs.

La crise due à la sécheresse qui touche la plus grande partie de la corne de l'Afrique a un impact localisé dans certaines régions de l'est et du nord de l'Ouganda. Les pluies tardives ont retardé les plantations, ce qui devrait retarder les récoltes en septembre et donc rallonger la période de soudure. Des pluies abondantes en mars ont amélioré les pâturages et l'état physique du bétail, mais un foyer infectieux de fièvre aphteuse a conduit les autorités à fermer les marchés d'élevage et compromis les moyens d'existence dans les districts de Nakapiripirit et d'Amudat.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

Les activités consistent en priorité à:

- renforcer les capacités de réinstallation des communautés agricoles dans le nord de l'Ouganda en utilisant les écoles pratiques d'agriculture;
- encourager la multiplication et la diffusion de matériels de plantation résistant aux maladies pour la patate douce et le manioc;
- remettre en état les infrastructures rurales (par exemple les routes de desserte, les marchés et les structures d'approvisionnement en eau);
- promouvoir les industries agroalimentaires rurales (programmes de prêts et d'épargne pour les villages, etc.);
- fournir des ensembles d'intrants agricoles de base pendant les situations d'urgence;
- protéger les moyens d'existence pastoraux à Karamoja en utilisant les écoles pratiques agropastorales;
- appuyer la fourniture de services de santé animale (vaccination, formation d'agents de santé vétérinaire);
- contribuer aux foires aux semences et aux bestiaux;
- coordonner les interventions de tous les acteurs dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

Les programmes de la FAO en Ouganda s'efforcent de répondre aux besoins immédiats des pasteurs nomades dans le contexte d'une approche plus large d'adaptation au changement climatique alliant la réduction des risques de catastrophe, des stratégies visant à renforcer la résilience et l'atténuation des effets au niveau des communautés et des ménages.

Le déficit de financement de la FAO est de 6 millions d'USD pour les interventions d'urgence qui comprennent la fourniture de médicaments et de vaccins pour protéger la santé animale; le renforcement des services de laboratoire et de diagnostic; et la promotion du réseau d'agents communautaires chargés de la santé animale. Les principales activités consisteront à appuyer la reconstitution des moyens d'existence agricoles et à renforcer la résilience des communautés du Karamoja pour traiter les causes profondes des catastrophes et atténuer leur impact. Ces activités complètent les programmes que la FAO exécute actuellement dans l'ensemble du pays, notamment dans le nord de l'Ouganda.

ÉRYTHRÉE

FAITS MARQUANTS

- Besoins prioritaires: suivi, poursuite des programmes de secours d'urgence et de relèvement en cours.

L'Érythrée est sujette aux sécheresses prolongées et récurrentes et aux inondations occasionnelles, qui ont un impact dévastateur sur la production animale et végétale. Comme le reste de la corne de l'Afrique, l'Érythrée connaît actuellement une sécheresse grave et les images satellitaires (transmises par le Système mondial d'information et d'alerte rapide pour l'alimentation et l'agriculture) indiquent que les pluies de la saison *azmera* (de mars à mai) seront médiocres. Les pluies ont été retardées de quatre semaines, ce qui a perturbé le cycle des principales cultures (sorgho, millet, maïs, etc.) et détérioré les pâturages.

Les régions les plus touchées sont celles de Debub, Gash Barka et Anseba. Cependant, les informations dont on dispose actuellement sur la superficie exacte des cultures ou le nombre d'animaux touchés par la sécheresse ne sont pas suffisantes. La mauvaise saison des pluies est certainement responsable des faibles niveaux de production, qui sont inhabituels, et elle a créé une insécurité alimentaire qui frappe certains ménages ruraux. Le bilan national de l'offre et de la demande de céréales affiche un déficit de production de céréales égal à 337 000 tonnes, qui doivent être importées.

Programme de secours d'urgence et de relèvement en cours d'exécution:

La FAO aide actuellement près de 12 500 ménages à développer l'élevage et à intensifier la production vivrière.

Proposition d'aide supplémentaire de la FAO:

La FAO ne soumet pas cette fois-ci de proposition de programme pour l'Érythrée. Cependant, si le gouvernement sollicite une aide, la FAO est prête à proposer un appui aux familles agropastorales sous la forme d'aliments pour animaux, de vaccins, de fourniture d'eau, d'apport de bêtes, et d'une contribution à l'amélioration de la gestion de l'eau pour l'agriculture irriguée.

FAO/SOMALIE: DISTRIBUTION DE BONS D'ACHAT ET RÉMUNÉRATION CONTRE UN TRAVAIL

Le programme de la FAO pour la Somalie, d'un montant de 70 millions d'USD, comprend 25 millions d'USD pour des activités de type « rémunération contre travail », qui concerne 145 000 ménages. Il bénéficiera à près de 870 000 personnes affectées par la crise. Ces interventions sont d'une importance cruciale pour protéger et restaurer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des personnes et des familles les plus touchées par la sécheresse.

Au cours de ces quatre dernières années, le programme FAO-Somalie a fourni une aide sous la forme de bons d'achats (pour fournitures et intrants agricoles) et d'activités de type « rémunération contre travail », qui ont permis de sauver des vies humaines et de préserver les moyens d'existence des populations. Tout en fournissant une aide immédiate sous forme d'espèces aux personnes et aux communautés vulnérables et victimes de la crise, le réseau de partenaires communautaires de la FAO a remis en état les infrastructures productives (par exemple les canaux secondaires, les berges des rivières, les points de captage de l'eau, les voies de desserte, etc.). Cette approche a permis également de renforcer la capacité d'adaptation aux catastrophes, en particulier la sécheresse, et de réduire la vulnérabilité par le soutien de la production alimentaire, la distribution accrue de denrées alimentaires et la possibilité de créer des sources de revenus supplémentaires.

De 2010 à aujourd'hui, près de 50 000 ménages ont reçu un montant total de 4,5 millions d'USD, soit une moyenne de 90 USD par personne. Les principaux impacts sur les moyens d'existence sont l'amélioration de plus de 1 000 kilomètres de canaux, de plus de 300 kilomètres de voies de desserte, et de près de 100 dispositifs de captage d'eau, qui ont permis d'accroître de 231 610 m³ le volume d'eau disponible pour l'élevage. Il s'agit de trouver un équilibre entre les compétences techniques nécessaires et les capacités de travail, limitées, des populations vulnérables.

Les activités seront conduites en utilisant le vaste réseau de la FAO, qui compte 24 partenaires d'exécution (ONG nationales et internationales) et couvre complètement les régions les plus touchées dans le pays. La FAO conservera l'exclusivité de l'achat des intrants, ce qui permettra de garantir leur qualité, leur adéquation et leur acheminement rapide aux points de distribution. La FAO dispose d'un avantage comparatif exclusif, qui est celui de pouvoir intervenir dans l'ensemble du pays et de pouvoir allouer des fonds et des ressources en fonction des besoins les plus urgents. Elle élargira son réseau de partenaires en s'appuyant sur les organisations qui participent actuellement à un éventail plus large d'activités agricoles dans des régions essentielles de la Somalie.

Ayant fait leurs preuves depuis plus de vingt ans dans des situations de catastrophes, les programmes fondés sur la distribution de bons d'achats et une rémunération contre un travail sont des outils très efficaces qui:

- **Sauvent des vies humaines et préservent les moyens d'existence**

En aidant les populations à accéder à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé, à un toit, aux intrants agricoles et aux services vétérinaires, les programmes de type « bons d'achat » et « rémunération contre travail » contribuent à lutter contre la malnutrition, les maladies et les stratégies risquées visant à obtenir rapidement de l'argent, en protégeant et en reconstituant les moyens d'existence qui sont à la base de la sécurité alimentaire, des revenus et de la nutrition.

- **Empêchent les déplacements de populations**

Les programmes de type « bons d'achat » et « rémunération contre travail », lorsqu'ils sont associés à un projet social et productif visant à reconstituer les moyens d'existence, influent sur les décisions de migration car ils donnent aux populations vulnérables des raisons de rester sur place et de travailler pour survivre.

- **Sont très ciblés**

Les stratégies de distribution portent principalement sur des groupes de moyens d'existence, des individus et des communautés vulnérables.

- **Sont sûrs**

Utiliser les réseaux du secteur privé et les acteurs locaux et éviter de transporter des biens susceptibles d'être volés réduit les risques pour les humanitaires. Les bénéficiaires du programme sont rémunérés pour leur travail ce qui leur permet de garder leurs revenus pour eux-mêmes (contrairement aux distributions générales qui sont souvent « taxées » par les intermédiaires locaux).

- **Sont d'un bon rapport coût-efficacité**

Dans ce type de programmes, les coûts de transport sont réduits et les coûts de transaction sont négociés sur une base compétitive avec le secteur privé. Ces deux facteurs permettent de réduire les coûts de ces programmes, surtout si on les compare avec l'aide alimentaire.

- **Empêchent les ventes forcées**

En distribuant des espèces et des bons d'achats (qui ont autant de valeur que les espèces) aux personnes vulnérables, on réduit les ventes forcées de denrées issues de l'aide alimentaire ou de produits non alimentaires et on aide les plus vulnérables à bénéficier de la distribution directe de denrées de secours. On réduit également la vente forcée d'actifs essentiels comme le bétail, les outils, les charrettes à traction animale, etc.).

- **Sont adaptées**

En temps de crise, les populations ont besoin de disposer d'espèces. En Somalie, les programmes de distribution de bons d'achat ou d'espèces contre un travail correspondent aux principes islamiques de la charité qui recommandent d'aider les gens à s'aider eux-mêmes; en tant que tels, ils sont très acceptables sur le plan culturel (et politique).

- **S'appuient sur les marchés**

En Somalie, le réseau de distribution le plus efficace est le secteur privé, qui fonctionne très bien. Les programmes fondés sur les bons d'achat ou sur une rémunération contre un travail utilisent ce secteur pour toucher les populations, y compris celles qui vivent dans des lieux difficiles d'accès. Une part importante du risque est donc transférée au secteur privé et des ressources humanitaires parviennent jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin.

- **Réduisent les risques et contribuent au relèvement**

Les programmes fondés sur la distribution de bons d'achat ou une rémunération contre un travail limitent la nécessité de recourir à des stratégies rémunératrices nocives telles que la production accélérée de charbon de bois, qui augmentent le risque de crises futures. Les investissements dans des programmes de type « rémunération contre travail », s'ils sont probants du point de vue technique, permettent de renforcer les infrastructures (de gestion de l'eau par exemple) qui seront utiles en cas de nouvelle crise. En donnant des perspectives d'avenir, ils encouragent le retour des populations réfugiées et déplacées.

Analyse des risques liés aux programmes de transferts d'espèces sous condition, de rémunération contre un travail et de bons d'achat

1. Risque de déplacements de populations

Comme pour toutes les formes d'aide humanitaire, les programmes fondés sur une distribution de bons d'achat ou une rémunération contre travail risquent de fournir aux personnes extrêmement vulnérables suffisamment de ressources pour qu'elles puissent financer leur migration vers d'autres lieux, par exemple payer le passage vers un camp de réfugiés. L'atténuation de ce risque est essentielle et il faudra pour cela axer le programme sur des ressources permettant aux agriculteurs de planter en vue des prochaines campagnes (octobre, avril), aux éleveurs de compter sur les marchés d'exportation au moment du pèlerinage de La Mecque (novembre) et aux populations périurbaines de cultiver des légumes et de gérer des petits troupeaux.

2. Risque d'inflation

Accroître les transferts monétaires peut créer de l'inflation localisée. Il faudra, pour atténuer ce risque, suivre étroitement les marchés et mettre en place des stratégies d'augmentation de l'offre (au moyen, par exemple, de l'aide alimentaire ou de la distribution de produits non alimentaires) pour faire baisser l'inflation. Il conviendra également de bien communiquer sur les programmes avec les communautés, la société civile et les commerçants.